

**RÉSUMÉ DE NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (NIES) DU PROJET  
DE CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES HYDRO-AGRICOLES  
(RÉTENUES D'EAU – BASSINS D'ORAGE) DES INFRASTRUCTURES HYDRO-  
AGRICOLES (RÉTENUES D'EAU – BASSINS D'ORAGE) DU SITE DE SANFINA  
PREFECTURE DE KANKAN**

**Titre du projet :** Programme Intégré de Développement et d'Adaptions au Changement Climatique dans le Bassin du Niger (PIDACC-BN)

**Numéro du projet :** P-Z1-C00-067

**Pays :** Guinée

**Division :** AHAI

**Source de Financement :** Banque Africaine du Développement (BAD)

**RESUME NON TECHNIQUE DE L'EIES**

Le sommaire exécutif du rapport d'EIES doit contenir les informations suivantes :

## 0. RESUME NON TECHNIQUE

Le présent résumé non technique est établi conformément au canevas de présentation des résumés d'Études d'Impact Environnemental et Social (EIES) de la Banque Africaine de Développement (BAD), pour diffusion publique en République de Guinée et sur le site internet de la Banque, conformément aux exigences de la Sauvegarde Opérationnelle SO1 du Système de Sauvegardes Intégré (SSI, 2013).

### 0.2. DESCRIPTION SOMMAIRE DU SOUS-PROJET

Le sous-projet vise à améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des populations de Sanfina par une meilleure maîtrise de l'eau d'irrigation, la protection contre les inondations et la sécurisation de la double culture sur l'ensemble des 86 ha aménageables. Il comprend la réhabilitation d'une digue de barrage avec ouvrages de prise en béton armé équipés de vannes, la construction d'une digue de protection continue le long du périmètre, l'aménagement de deux blocs séparés par une digue de séparation (chacun doté d'un ouvrage de régulation et de vidange), un canal de distribution et de drainage, ainsi que le reprofilage d'une piste d'accès d'environ 15 km.

### 0.3. CADRE POLITIQUE, LEGAL ET INSTITUTIONNEL

Le sous-projet est soumis à une Notice d'Impact Environnemental et Social conformément au Code de l'environnement (loi L/2019/0034/AN du 4 juillet 2019) et à l'Arrêté A/2023/1595/MEDD/CAB/SGG du 5 mai 2023, qui en fixe la procédure administrative. Le Code forestier (loi L/2017/060/AN) impose le reboisement compensatoire de toute surface déboisée. Le Code du travail, le Code de la santé publique, le Code foncier et domanial et les normes guinéennes de rejets (atmosphériques, eaux, bruit) s'appliquent également.

Sur le plan des sauvegardes de la BAD, le sous-projet déclenche les cinq Sauvegardes Opérationnelles du SSI (2013) : SO1 (Évaluation environnementale et sociale), SO2 (Réinstallation involontaire), SO3 (Biodiversité et services écosystémiques), SO4 (Prévention et contrôle de la pollution) et SO5 (Conditions de travail, santé et sécurité). La SO2 est déclenchée en raison du risque de déplacement économique temporaire, notamment la perte d'une campagne agricole et le déplacement possible de huttes, d'abris temporaires, de cultures ou d'autres actifs situés dans l'emprise. Un recensement contradictoire des personnes et des biens affectés sera réalisé avant les travaux et toute compensation sera intégralement versée avant la libération des emprises, conformément à la législation guinéenne et aux exigences de la BAD.

Le dispositif institutionnel de mise en œuvre du PGES repose sur cinq acteurs principaux :

- l'Unité Nationale de Coordination du Programme (UNCP) du PIDACC-BN, qui assure la coordination globale et l'interface avec la BAD ;
- l'Agence Guinéenne d'Evaluation Environnementale (AGEE), qui assure l'examen et l'approbation de la classification environnementale ainsi que le suivi externe ;
- le Comité Préfectoral de Suivi Environnemental et Social (CPSES) de Kankan, qui conduit le suivi de proximité ;

- l'entreprise contractante, qui met en œuvre les clauses environnementales et sociales du marché et le plan HSS de chantier ;
- la mission de contrôle (Groupement SERTAS/BEDRU/CEFCOD), qui assure la surveillance quotidienne des travaux en matière environnementale et sociale.

L'analyse des capacités de l'AGEE et du CPSES a mis en évidence des insuffisances de moyens pour un suivi de proximité régulier : le CPSES de Kankan ne dispose pas de budget de fonctionnement propre et l'AGEE a une présence déconcentrée limitée en région, avec des moyens de déplacement et des équipements de terrain limités. Un plan de renforcement des capacités a en conséquence été intégré au PGES (cf. section 6 ci-dessous).

#### 0.4. ANALYSE DES ALTERNATIVES AU SOUS-PROJET

L'option « sans projet » a été écartée car elle prolongerait la dégradation des ouvrages existants (digues fissurées, absence de vannes fonctionnelles) et les pertes de production liées aux inondations récurrentes. Trois variantes d'aménagement ont été comparées sur la base de critères techniques, économiques et environnementaux et sociaux :

**Tableau 1 : Trois variantes d'aménagement ont été comparées sur la base de critères techniques, économiques et environnementaux et sociaux**

| Critère                                                | Variante 1 – Aménagement intégral (retenue)    | Variante 2 – Maîtrise partielle (épandage de crue)                         | Variante 3 – Statu quo                                                  |
|--------------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| Superficie sécurisée en double culture                 | 86 ha (totalité)                               | Partielle, dépendante des crues                                            | 0 ha                                                                    |
| Coût d'investissement relatif                          | Indice 100 (référence) — estimation indicative | Indice $\approx$ 55 à 65 (soit environ 55 à 65 % du coût de la Variante 1) | Indice 0 (mais coûts différés de dégradation et de perte de production) |
| Impact sur le couvert végétal                          | Environ 50 arbres abattus dans l'emprise       | Impact végétal réduit (pas de rehausse de digue)                           | Aucun impact direct                                                     |
| Maîtrise du risque d'inondation et de déficit hydrique | Maîtrise complète (vannes de régulation)       | Maîtrise partielle, dépendante de l'hydrologie                             | Aucune amélioration ; risques persistants                               |
| Décision                                               | Variante retenue                               | Écartée                                                                    | Écartée                                                                 |

*Note méthodologique : les coûts d'investissement sont exprimés en indice relatif, la Variante 1 constituant la base de référence (indice 100) correspondant au montant du Devis Quantitatif Estimatif (DQE) de l'Avant-Projet Détaillé (APD). Le chiffrage absolu en GNF, issu du DQE de l'APD/DAO, sera consolidé au stade de la passation du marché de travaux.*

La Variante 1 a été retenue : elle est la seule à sécuriser l'ensemble des 86 ha en double culture et à garantir une maîtrise complète du risque d'inondation, ce qui justifie, au regard des objectifs du sous-projet, un coût d'investissement et un impact végétal plus élevés que la Variante 2. Cet impact végétal est intégralement compensé par le programme de reboisement et d'agroforesterie prévu au PGES (ratio de compensation de 1 arbre abattu pour 5 arbres replantés).

## 0.5. DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT DU SITE DU SOUS-PROJET

La localisation géographique du sous-projet est présentée aux figures 1 à 3 : carte de localisation de la plaine de Sanfina, position de la sous-préfecture de Balandougou dans la préfecture de Kankan et insertion du site dans le réseau hydrographique, routier et les localités environnantes. La plaine de Sanfina, d'une superficie contractuelle de 86 ha, est située dans le district de Sanfina, sous-préfecture de Balandougou, préfecture de Kankan, à environ 5 km du centre-ville de Kankan ; elle est desservie par une piste d'accès d'environ 15 km.

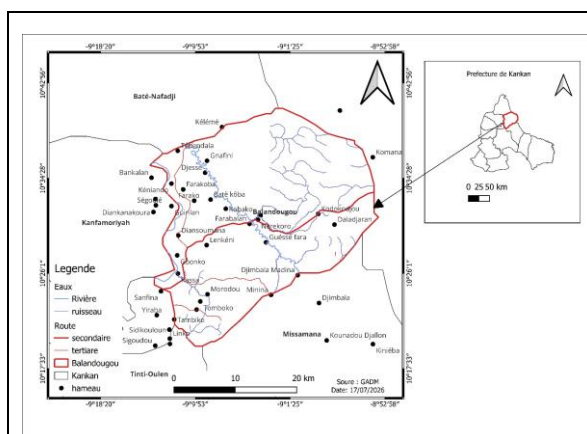


**Figure 1 : Zone d'étude de Balandougou**  
(Source : GADM / OpenStreetMap,  
17/07/2026)



**Figure 2 : Carte de localisation de la plaine de Sanfina**

Le site est une plaine inondable à vocation agricole, traversée par un cours d'eau saisonnier et bordée par le fleuve Milo. Le milieu biophysique est une savane arborée, avec des parcelles cultivées de longue date par les familles du district de Sanfina, acquises par héritage et exploitées sans contractualisation écrite.

Les enjeux environnementaux portent sur la préservation de la ressource en eau du marigot (qualité et quantité), la protection des sols contre l'érosion, la conservation du couvert végétal résiduel (environ 50 arbres dans l'emprise des travaux) et la maîtrise des risques liés à l'utilisation d'engrais et de pesticides en phase d'exploitation.

Les enjeux sociaux concernent l'amélioration des conditions de production agricole pour les exploitants de la plaine, la prévention des conflits d'usage (agriculteurs/éleveurs) autour de la ressource en eau et des terres aménagées, la sécurité et la santé des travailleurs de chantier, la protection des groupes vulnérables (femmes, jeunes, personnes âgées) et la prévention des violences basées sur le genre (VBG/EAS/HS).

## 0.6. IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX POTENTIELS ET MESURES D'ATTENUATION ET DE BONIFICATION

### Impacts positifs :

- amélioration de la disponibilité et de la maîtrise de l'eau d'irrigation, permettant la sécurisation de la double culture sur les 86 ha aménageables et l'augmentation attendue des productions rizicoles et maraîchères ;
- création d'emplois temporaires pendant les travaux et d'activités économiques durables pendant l'exploitation, avec priorité à la main-d'œuvre locale à compétence égale ;
- réduction des pertes agricoles liées aux inondations et au déficit hydrique saisonnier, grâce à la réhabilitation des ouvrages de maîtrise de l'eau ;
- renforcement de la sécurité alimentaire, des revenus des ménages agricoles et de la résilience climatique des exploitants, en cohérence avec la CDN 3.0 de la Guinée.

**Tableau 2: Impacts négatifs et mesures d'atténuation associées**

| Impact négatif                                                                           | Phase concernée            | Principale mesure d'atténuation                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|
| Perte d'environ 50 arbres et arbustes dans l'emprise des ouvrages et de la piste d'accès | Préparation / construction | Reboisement compensatoire et agroforesterie (ratio 1:5)                                |
| Turbidité accrue du marigot en phase travaux                                             | Construction               | Bassin de décantation avant rejet ; limitation des travaux en lit mineur               |
| Contamination des eaux par les engrais et pesticides                                     | Exploitation               | Plan de Gestion des Pestes et Pesticides ; lutte intégrée, points de rinçage sécurisés |
| Émissions de bruit et de poussières                                                      | Construction               | Arrosage des pistes, limitation des horaires de chantier, entretien des engins         |
| Risques d'accidents de travail                                                           | Construction               | EPI, code de bonne conduite, trousse de secours, plan Santé-Sécurité-Hygiène           |

|                                                            |                             |                                                                                 |
|------------------------------------------------------------|-----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
| Risques d'accidents de circulation                         | Construction / exploitation | Signalisation routière, limitation de vitesse, sensibilisation des conducteurs  |
| Risques de VBG/EAS/HS liés à l'afflux de main-d'œuvre      | Construction                | Code de conduite, sensibilisation, circuit dédié et confidentiel au sein du MGP |
| Conflits d'usage potentiels entre agriculteurs et éleveurs | Exploitation                | Charte pastorale, couloirs de pâturage, mécanisme de résolution des conflits    |

## 0.7. CONSULTATIONS PUBLIQUES ET DIFFUSION DE L'INFORMATION

Des consultations publiques ont été menées entre mars 2023 et avril 2024 dans deux cadres : la préfecture de Kankan (collectivités territoriales, préfet, services techniques déconcentrés) et le village de Sanfina (élus locaux, populations riveraines, femmes, notables). Au total, 34 personnes ont été directement consultées lors des deux séances documentées ci-dessous (18 hommes et 16 femmes, soit 47 % de femmes), en complément des échanges informels conduits tout au long de la préparation du sous-projet. Ce chiffre, vérifié et harmonisé avec le Tableau 23 (section VIII du rapport principal), constitue la référence unique retenue dans l'ensemble du présent rapport.

**Tableau 3 : consultations publiques et diffusion de l'information**

| Date                                    | Parties prenantes consultées                                                                                | Effectif (H / F)                | Préoccupations / doléances soulevées                                                                                                                                                                                      | Réponses apportées par le Consultant                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 23/03/2023<br>–<br>Préfecture de Kankan | Collectivités territoriales, Préfet, Services techniques déconcentrés (Agriculture, Élevage, Environnement) | 10 H / 9 F<br>soit 19 personnes | Retard dans l'exécution des travaux ; non-implication des autorités locales et des services techniques dans la mise en œuvre ; absence de dispositions en cas de noyade ; non-maîtrise de l'entretien futur des ouvrages. | Engagement à respecter le délai d'exécution ; implication formelle des autorités et services techniques locaux dans le suivi (CPSES) ; intégration de mesures de sécurité (signalisation, dispositif d'alerte) ; renforcement des capacités techniques |

|                                    |                                                                 |                                              |                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                    |                                                                 |                                              |                                                                                                                                                                                                                                | des acteurs à l'entretien des ouvrages.                                                                                                                                                                                                                                                  |
| 23/03/2024<br>– Village de Sanfina | Élus locaux, populations riveraines des sites, femmes, notables | 8 H / 7 F<br>soit 15 personnes               | Conditions de vie des bénéficiaires pendant les travaux ; besoin de dotation en équipements ; besoin de renforcement de capacités sur les techniques culturelles ; risques de conflits d'usage entre agriculteurs et éleveurs. | Assurance de la réalisation effective des travaux et sensibilisation préalable des riverains ; programme de formation aux techniques culturelles et à l'entretien des ouvrages intégré au PGES ; mise en place d'une charte pastorale et d'un mécanisme de gestion des conflits d'usage. |
| <b>TOTAL</b>                       |                                                                 | <b>18 H / 16 F<br/>soit 34<br/>personnes</b> |                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

Au-delà des attentes et préoccupations détaillées ci-dessus, des demandes plus générales ont également été exprimées de façon récurrente : emploi prioritaire des jeunes de la commune, désenclavement de la zone par la piste d'accès, appui aux infrastructures sociales de base, et protection des cours d'eau contre les pollutions.

En réponse, le promoteur s'est engagé à élaborer et mettre en œuvre le présent PGES, à privilégier la main-d'œuvre locale, et à mettre en place un Mécanisme de Gestion des Plaintes accessible à tous. Conformément aux exigences de diffusion de la BAD, le présent résumé non technique sera rendu public au niveau national (préfecture de Kankan, sites du sous-projet) et publié sur le site internet de la Banque avant l'approbation du sous-projet.

## 0.8. PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PGES)

### Matrice de synthèse du PGES :

La matrice ci-dessous synthétise, par phase du sous-projet, les principales mesures du PGES et leurs modalités de mise en œuvre et de suivi ; le détail exhaustif par activité figure au Tableau 58 du rapport principal (section 10.3).

**Tableau 4 : Matrice de synthèse du PGES**

| ACTIVITES                                                                                                                     | INDICATEURS                                                                                                       | PHASE DE MISE EN ŒUVRE                | Mise en œuvre           | SURVEILLANCE        | SUIVI                                                                    | COUT (GNF)                                      | Dollars US |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------|---------------------|--------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------|
| Organiser des séances d'information et de sensibilisation à l'endroit de la population riveraine sur le démarrage des travaux | Nombre de séances d'informations réalisées / Rapport des séances d'informations et de sensibilisation disponibles | Phase préparatoire                    | Entreprise contractante | Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche continentale DNPC | 22 950 000                                      | 2 041      |
| Installer des toilettes et des vestiaires en nombre suffisant dans les bases-vie                                              | Nombre de toilettes installées / Nombre de vestiaires installés                                                   | Phases préparatoires, de construction | Entreprise contractante | Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche continentale DNPC | Inclus dans le cahier de charge de l'entreprise |            |

| ACTIVITES                                                                                                                                                 | INDICATEURS                                                                       | PHASE DE MISE EN ŒUVRE                                  | Mise en œuvre           | SURVEILLANCE               | SUIVI                                                                    | COUT (GNF)                                      | Dollars US |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-------------------------|----------------------------|--------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------|
| Éviter les défécations à l'air libre, notamment dans les bas-fonds et sur les berges des cours d'eau.                                                     | Nombre de séances de sensibilisation organisées                                   | Phases préparatoires, de construction et exploitation   | Entreprise contractante | Mission de contrôle        | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche continentale DNPC | Inclus dans le cahier de charge de l'entreprise |            |
| Stocker les huiles usagées dans des futs sur une plateforme étanche et assurer leur élimination conformément à la réglementation en vigueur en la matière | Nombre de futs installés / Bordereau d'élimination des huiles usagées disponibles | Phases préparatoires, de construction                   | Entreprise contractante | CPSES, Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche continentale DNPC | Sans coût                                       |            |
| Doter le chantier de poubelles spécifiques pour la collecte des déchets solides                                                                           | Nombre de poubelles installées sur les sites                                      | Phases préparatoires, de construction et d'exploitation | Entreprise contractante | Mission de contrôle        | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche continentale DNPC | 6 120 000                                       | 612        |

| ACTIVITES                                                                                                                                | INDICATEURS                                                                                 | PHASE DE MISE EN ŒUVRE                | Mise en œuvre           | SURVEILLANCE        | SUIVI                                                                      | COUT (GNF) | Dollars US |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------|---------------------|----------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| Éviter de mettre toute activité source de pollution (aires d'entretien et de lavage, etc.) à côté des cours d'eau                        | Nombre d'aires de lavage et d'entretien installées                                          | Phases préparatoires, de construction | Entreprise contractante | Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche continentale (DNPC) | Sans coût  |            |
| Élaborer, afficher et faire signer un code de bonne conduite pour tout le personnel                                                      | 100% du personnel ont signé un code de bonne conduite / Existence du code de bonne conduite | Phase préparatoire et construction    | Entreprise contractante | Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE                                                   | Sans coût  |            |
| Organiser des sessions communautaires d'information sur les droits des femmes, les formes de VBG, et les mécanismes de recours existants | Nombre de sessions communautaires réalisées / Rapports de sensibilisation disponibles       | Phase préparatoire et construction    | ONG                     | Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche continentale (DNPC) | 15 300 000 | 2 041      |
| Sensibiliser tout le personnel aux notions de VBG, harcèlement sexuel,                                                                   | Nombre de sessions communautaires réalisées / Rapports                                      | Phase préparatoire et construction    | Entreprise contractante | Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche                     | 30 600 000 | 4 081      |

| ACTIVITES                                                                             | INDICATEURS                                                                           | PHASE DE MISE EN ŒUVRE                                 | Mise en œuvre           | SURVEILLANCE        | SUIVI                                                                    | COUT (GNF)                                      | Dollars US |
|---------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|-------------------------|---------------------|--------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------|
| discrimination, comportements appropriés.                                             | de sensibilisation disponibles                                                        |                                                        |                         |                     | continentale (DNPC)                                                      |                                                 |            |
| Doter tous les ouvriers d'EPI appropriés et veiller à leur port effectif              | Disponibilité d'EPI en nombre suffisant / Port effectif des EPI par tous les ouvriers | Phases préparatoire et construction                    | Entreprise contractante | Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche continentale DNPC | 11 475 000                                      | 1 530      |
| Accorder la priorité à la main d'œuvre locale à compétence égale lors du recrutement  | Pourcentage des ouvriers locaux employés sur le site                                  | Phases préparatoire, de construction                   | Entreprise contractante | Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche continentale DNPC | Inclus dans le cahier de charge de l'entreprise |            |
| Assurer l'enlèvement régulier des déchets solides produits par des structures agréées | Existence de contrat d'abonnement                                                     | Phases préparatoire, de construction et d'exploitation | Entreprise contractante | Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche continentale DNPC | 15 300 000                                      | 2 041      |

| ACTIVITES                                                                                                                               | INDICATEURS                                        | PHASE DE MISE EN ŒUVRE                 | Mise en œuvre           | SURVEILLANCE        | SUIVI                                                                         | COUT (GNF) | Dollars US |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------------------|-------------------------|---------------------|-------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| Disposer sur le site de trousse de secours pour les premiers soins                                                                      | Disponibilité d'une trousse de secours sur le site | Phases de préparation, de construction | Entreprise contractante | Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, Préfecture, AGEE, Direction nationale de pêche continentale DNPC | 15 300 000 | 2 041      |
| Sensibiliser et former les agents de chantiers et d'équipes ponctuelles dans les techniques d'interventions rapides en cas de sinistres | Nombre de séances de sensibilisation               | Phases de préparation, de construction | Entreprise contractante | Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche continentale DNPC      | 11 475 000 | 1 531      |
| Respecter les mesures sécuritaires au niveau des berges du fleuve, lieux à risques                                                      | Aucun incident/accident enregistré                 | Phases de préparation, de construction | Entreprise contractante | Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche continentale DNPC      | Sans coût  |            |

| ACTIVITES                                                                                     | INDICATEURS                                                                   | PHASE DE MISE EN ŒUVRE               | Mise en œuvre           | SURVEILLANCE        | SUIVI                                                                    | COUT (GNF) | Dollars US |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------|---------------------|--------------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| Organiser périodiquement des quarts d'heure santé et sécurité à l'égard des ouvriers          | Nombre de séances de sensibilisation effectuées                               | Phase préparatoire et construction   | Entreprise contractante | Mission de contrôle | PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche continentale DNPC      | 7 650 000  | 1 020      |
| Se limiter aux emprises délimitées par le projet et se conformer aux prescriptions techniques | Nombre de plaintes enregistrées et traitées                                   | Phases préparatoires et construction | Entreprise contractante | Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche continentale DNPC | Sans coût  |            |
| Respecter les heures de repos conformément aux exigences de la réglementation sur le bruit    | Absence de plaintes                                                           | Préparatoire et de construction      | Entreprise contractante | Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche continentale DNPC | Sans coût  |            |
| Organiser des séances de sensibilisation à l'endroit du personnel et des populations          | Nombre de séances de sensibilisation / Rapport des séances de sensibilisation | Phases préparatoires et construction | ONG spécialisée         | Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche continentale DNPC | 22 950 000 | 3 061      |

| ACTIVITES                                                                         | INDICATEURS                                                  | PHASE DE MISE EN ŒUVRE                | Mise en œuvre           | SURVEILLANCE                 | SUIVI                                                                      | COUT (GNF)                             | Dollars US |
|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------|------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|------------|
| riveraines sur les méthodes préventives de lutte contre les IST et VIH/SIDA       |                                                              |                                       |                         |                              |                                                                            |                                        |            |
| Utiliser des engins en bon état de fonctionnement                                 | Existence de fiches techniques de suivi de l'état des engins | Phase préparatoire et de construction | Entreprise contractante | , CPSES, Mission de contrôle | PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche continentale DNPC        | Inclus dans les clauses contractuelles |            |
| Éviter les habitats naturels et les gîtes pendant le débroussaillage des emprises | Nombre de séances de sensibilisation effectuées              | Phase préparatoire et de construction | Entreprise contractante | Mission de contrôle          | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche continentale DNPC   | Sans coût                              |            |
| Interdire toute pratique de chasse sur les chantiers                              | Nombre de séances de sensibilisation réalisées               | Phase préparatoire et de construction | Entreprise contractante | Mission de contrôle          | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale de pêche continentale (DNPC) | Sans coût                              |            |

| ACTIVITES                                                                                            | INDICATEURS                                                                                                      | PHASE DE MISE EN ŒUVRE | Mise en œuvre             | SURVEILLANCE                | SUIVI                   | COUT (GNF) | Dollars US |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|---------------------------|-----------------------------|-------------------------|------------|------------|
| Mettre en place un bassin de décantation avant rejet dans le milieu naturel                          | Présence de bassin de décantation                                                                                | Exploitation           | UNCP/PIDACC               | AGEE, DNPC                  | UNCP/PIDACC, AGEe, DNPC | --         |            |
| Contrôler régulièrement les paramètres physico-chimiques de l'eau dus à l'utilisation des engrais    | Nombre de campagnes d'analyse physico-chimiques réalisées / Résultats des analyses physico-chimiques disponibles | Exploitation           | UNCP/PIDACC               |                             | AGEE, DNPC              | 337 212    | 39         |
| Former des coopératives des femmes riziculteurs et maraîchères de la commune en technique maraîchage | Nombre de séances de formation réalisées / PV des séances de formation disponibles                               | Exploitation           | ONG / prestataires privés | Mission de contrôle / CPSES | UNCP/PIDACC-BN ; AGEe   | 15 300 000 | 2 041      |
| Reboisement compensatoire (250                                                                       | Nombre d'arbres reboisés                                                                                         | Travaux                | ONG                       | Mission de contrôle         | AGEE, Service Forestier | 95 625 000 | 12 755     |

| ACTIVITES                                                                                                                                                                                                                                 | INDICATEURS                                                                         | PHASE DE MISE EN ŒUVRE | Mise en œuvre | SURVEILLANCE                                                  | SUIVI                                   | COUT (GNF) | Dollars US |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|---------------|---------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|------------|------------|
| plants, ratio 1:5 pour les 50 arbres abattus dans les emprises des travaux), incluant le site de prélèvement des eaux le long du cours d'eau                                                                                              |                                                                                     |                        |               |                                                               |                                         |            |            |
| Élaborer un cadre de concertation et mettre en place une charte pastorale en vue d'éviter la divagation des animaux en prévoyant des couloirs de pâturage éloignés des périmètres ; mettre en place un mécanisme de résolution de griefs. | Existence d'une charte pastorale / Existence d'un mécanisme de gestion des plaintes | Exploitation           | ONG           | Service de développement social / Collectivités territoriales | Direction Préfectorale de l'Agriculture | PM         | PM         |

| ACTIVITES                                                                                                                                                       | INDICATEURS                                                                                             | PHASE DE MISE EN ŒUVRE | Mise en œuvre           | SURVEILLANCE        | SUIVI                                                                | COUT (GNF) | Dollars US |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|-------------------------|---------------------|----------------------------------------------------------------------|------------|------------|
| Mettre en œuvre la lutte intégrée contre les ravageurs ; interdire le lavage des pulvérisateurs dans les cours d'eau ; aménager des points de rinçage sécurisés | Nombre de séances de formation à la lutte intégrée réalisées / Existence de points de rinçage sécurisés | Exploitation           | UNCP/PIDACC             | AGEE                | AGEE, DNPC                                                           | 22 950 000 | 3 061      |
| Installer une signalisation routière ; limiter la vitesse ; sensibiliser les conducteurs ; sécuriser les traversées des villages                                | Nombre de panneaux de signalisation installés / Nombre de séances de sensibilisation des conducteurs    | Phase de construction  | Entreprise contractante | Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE                                             | 12 240 000 | 1 633      |
| Appliquer la procédure de découverte fortuite ; suspendre les travaux ; informer                                                                                | Existence et diffusion de la procédure de découverte fortuite auprès du personnel                       | Phase de construction  | Entreprise contractante | Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE, Direction nationale du patrimoine culturel | Sans coût  |            |

| ACTIVITES                                                                                                                             | INDICATEURS                                                                                     | PHASE DE<br>MISE EN<br>ŒUVRE | Mise en œuvre           | SURVEILLANCE        | SUIVI                                         | COUT (GNF)                                      | Dollars<br>US |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|-------------------------|---------------------|-----------------------------------------------|-------------------------------------------------|---------------|
| les autorités<br>compétentes                                                                                                          |                                                                                                 |                              |                         |                     |                                               |                                                 |               |
| limiter les terrassements aux emprises nécessaires ; stabiliser les talus ; remettre en état les zones perturbées                     | Surface des zones perturbées remises en état                                                    | Phase de construction        | Entreprise contractante | Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE                      | Inclus dans le cahier de charge de l'entreprise | —             |
| Utiliser uniquement des sites d'emprunt autorisés ; remettre les carrières en état après exploitation ; restaurer le drainage naturel | Nombre de sites d'emprunt remis en état                                                         | Phase de construction        | Entreprise contractante | Mission de contrôle | UNCP/PIDACC, CPSES, AGEE                      | Inclus dans le cahier de charge de l'entreprise | —             |
| Mettre en place un plan d'entretien périodique des ouvrages ; renforcer les capacités des comités de gestion                          | Existence d'un plan d'entretien /<br>Nombre de sessions de renforcement des capacités réalisées | Exploitation                 | UNCP/PIDACC             | AGEE                | AGEE, Direction préfectorale de l'agriculture | 18 360 000                                      | 2 449         |

| ACTIVITES                                                                                                            | INDICATEURS                                                                                               | PHASE DE MISE EN ŒUVRE | Mise en œuvre             | SURVEILLANCE                | SUIVI                                                          | COUT (GNF)         | Dollars US    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|---------------------------|-----------------------------|----------------------------------------------------------------|--------------------|---------------|
| Faciliter l'accès aux marchés ; renforcer les capacités des producteurs ; promouvoir les chaînes de valeur agricoles | Nombre de producteurs formés / Nombre de partenariats commerciaux établis                                 | Exploitation           | ONG / prestataires privés | Mission de contrôle / CPSES | UNCP/PIDACC-BN ; AGEE, Direction préfectorale de l'agriculture | 22 950 000         | 3 061         |
| <b>TOTAL</b>                                                                                                         | <b>Arrêté le présent coût de mise en œuvre du PGES à la somme de 346 882 212 GNF, soit 45 038 dollars</b> |                        |                           |                             |                                                                | <b>346 882 212</b> | <b>45 038</b> |

## **Mécanisme de gestion des plaintes (MGP) du projet :**

Un mécanisme de gestion des plaintes (MGP) et réclamation sera mis en place pour offrir l'opportunité à toute personne affectée par le projet (PAP) ou toute personne concernée d'exprimer ses griefs concernant notamment la mise en œuvre du projet de réalisation des infrastructures de peches sans aucun frais. Les plaintes auxquelles on peut s'attendre le plus fréquemment concernent :

- le bruit et/ou la poussière à proximité des activités de chantier et sur le parcours des engins ;
- des contestations liées aux procédures de recrutement ;
- les atteintes aux us et coutumes ;
- des plaintes relatives à des accidents de circulation impliquant les véhicules qui fréquentent le chantier de construction ou même sur le site du point de débarquement aménagé ;
- du non-respect du délai des travaux des prestataires externes ;
- de l'abandon des travaux en cours de réalisation par les prestataires ;
- du retard dans la mise en place des chantiers ; - etc.

Le MGP devra être conforme aux exigences et bonnes pratiques internationales suivantes : rapide : le traitement d'une plainte doit être fait dans un délai raisonnable. Le temps de réponse à une plainte doit être aussi court que possible (moins de 03 jours) ; - - - - accessible : le mécanisme doit être facilement accessible à toutes les personnes affectées par le projet (proche de la zone du projet, disponible chaque jour ouvrable de la semaine, etc.) ; culturellement adapté : le mécanisme doit tenir compte des particularismes locaux (langue parlée, niveau d'alphabétisation, etc.) ; gratuit : l'accès au mécanisme ne doit pas induire de dépenses exagérées (par exemple pour le transport vers le lieu de soumission de la plainte) ; anonyme : l'identité des plaignants doit être préservée dans toutes les circonstances ; permettant un recours juridique : une personne qui a soumis une plainte auprès de l'entreprise doit pouvoir malgré tout recourir aux tribunaux. Les organes de traitement des plaintes comprennent trois (03) niveaux que sont :

### **Niveau 1 : Comité locale de gestion des plaintes (CLGP) au niveau de la sous préfecture de Balandou**

Chaque CLGP est constitué de (5) membre à savoir :

- 1 représentant du Président de la sous préfecture de Balandou ;
- 1 représentant d'association des jeunes ;
- 2 représentants des personnes affectées par le projet ;
- 1 notable ou sage du village/quartier.

### **Niveau 2 : Comité de gestion des plaintes (CGP) au niveau de la Préfecture de Kankan**

Chaque CGP est constitué de (7) membre à savoir :

- 1 représentant de l'association des femmes ou des jeunes
- 1 représentant de la société civile
- 1 Administrateur du territoire ou son représentant

- 1 Autorité municipales/de la mairie ou son représentant
- 2 représentants des personnes affectées par le projet.

### **Niveau 3 : Programme (UNC du PIDACC)**

Toutes les plaintes non résolues par le comité de gestion des plaintes sont transmises au Programme et traitées par une commission constituée des membres ci-après, désigné par le Coordonnateur National du Programme PIDACC :

- Coordinateur National du Programme PIDACC : Président de la commission
- Le Préfet de la zone concernée ou son Représentant : Vice-président de la commission
- La spécialiste en genre et du développement social du PIDACC : 1<sup>er</sup> secrétaire de la commission
- Expert en Sauvegarde Environnementale et Sociale : 2<sup>ème</sup> secrétaire de la commission
- Autres expertises au sein social de l'UNC du PIDACC jugés nécessaires par le Coordonnateur

Cette commission a le mandat d'organiser des rencontres avec les PAP concernées par les plaintes, les autorités locales et les cellules locales de traitement de plaintes.

Les organes du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) seront créés par un acte administratif des structures compétentes portant Création, Composition et Fonctionnement des comités de gestion de plaintes pour être opérationnel durant toute la phase de la mise en œuvre du projet. Dans la résolution des plaintes, les types de recours possibles se présentent comme suit :

- Règlement à l'amiable auprès du Comité locale de gestion des plaintes (CLGP) installé au niveau des deux sites abritant le sous projet de construction des étangs piscicoles
- Arbitrage : En cas de non-satisfaction auprès du Comité Local de Gestion des Plaintes
- Négociation : En cas de non-satisfaction le Comité de Coordination et de Suivi du PIDACC ;
- Recours à la justice : En cas de non-satisfaction au niveau de ces trois (03) paliers, le requérant peut saisir la justice. Mais dans le cadre de ce présent projet, toutes les dispositions doivent être prises pour que le recours à la justice ne soit pas une option.

Les plaintes VBG seront redirigées vers les comites locales de gestion des plaintes (CLGP) qui servira de porte d'entrée et de courroie de référencement vers les structures de prises en chargé à savoir les directions et services compétentes en la matière tels que : la police à travers l'Office de Protection du Genre de l'Enfant et des Mœurs (OPREGEM ), la Direction Préfectorale de la promotion féminisme et de l'enfance, les centres de santé, et les ONG intervenantes sur la protection des femmes, enfants et les questions liées au VBG.. Ensuite, l'information sera immédiatement remontée vers le projet et enfin dans les minutes qui suivent à la Banque.

Le budget de fonctionnement du MGP est estimé à 64 470 000 GNF (7 343 USD), avec une part réservée au circuit VBG/EAS/HS.

**Tableau 5 Budget global estimé pour la mise en œuvre du PGES**

| Désignation                                                                  | Coût (GNF)  | Coût (USD) |
|------------------------------------------------------------------------------|-------------|------------|
| Mesures d'atténuation, de surveillance et de suivi environnemental et social | 346 882 212 | 39 508     |

|                                                                                 |                      |                |
|---------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------|
| Renforcement des capacités institutionnelles de l'AGEE et du CPSES              | 100 000 000          | 11 390         |
| Élaboration et mise en œuvre du Plan de Gestion des Pestes et Pesticides (PGPP) | 275 000 000          | 31 339         |
| Mise en œuvre du Mécanisme de Gestion des Plaintes                              | 64 470 000           | 7 343          |
| Provisions pour compensation des biens affectés dans l'emprise (PSR)            | 160 000 000          | 18 223         |
| PROGRAMME IEC                                                                   | 71 000 000           | 8 087          |
| <b>TOTAL PGES</b>                                                               | <b>1 017 352 212</b> | <b>115 890</b> |

Taux de conversion indicatif utilisé : 1 USD = 8 780 GNF. Ce budget sera intégré au budget global du sous-projet financé par le PIDACC-BN sur les ressources de la BAD